



La condamnation du blocus étasunien contre Cuba retentit de nouveau à l'ONU



Par María Josefina Arce

La 69^e période des sessions de l'Assemblée Générale de l'ONU vient à peine de commencer que de nombreux pays ont d'ores et déjà élevé leurs voix pour exiger la levée du blocus économique, commercial et financier que les États-Unis font subir à Cuba depuis plus de 50 ans.

La condamnation à cette mesure, qualifiée de criminelle et inhumaine commence à se faire sentir à l'organisme international, qui le 28 octobre prochain devra voter une résolution cubaine sur la nécessité de mettre fin au blocus.

Lors des premières séances, des leaders d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont fait entendre leur rejet de cette politique obsolète et malade qui prétend sans succès faire plier le peuple cubain par la faim et les maladies. Les Cubains ont le droit d'élire leur système politique et socio-économique.

La voix du président du Venezuela, Nicolas Maduro a retentit avec force au plénière. Il a qualifié



d'anachronisme de la Guerre froide, le siège imposé par Washington à notre pays depuis plus d'un demi siècle.

Pour sa part, le président de la Bolivie, Evo Morales, a signalé que le blocus étasunien est le système de sanctions unilatérales le plus injuste, sévère et prolongé appliqué contre un quelconque pays.

Il s'agit-a-t-il précisé- d'un acte colonial de génocide auquel il faut mettre un terme immédiatement.

Des chefs d'état ou de gouvernement d'Afrique et d'Asie se sont, eux aussi, prononcés contre le blocus qui a provoqué des pertes à Cuba pour plus d'un million de dollars américains et qui viole, tous les jours, les droits humains de tout un peuple.

Aucun domaine de la vie socio-économique de Cuba échappe à cette politique, qui a une incidence sans pitié dans des secteurs clefs comme la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire des Cubains, notamment des couches les plus vulnérables comme les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes et des personnes souffrant d'un quelconque handicap physique ou mental.

En plus d'un demi siècle, les dégâts causés par le blocus à l'économie cubaine s'élèvent à plus d'un billion de dollars.

Chaque année depuis 1992, l'Assemblée Nationale se prononce pour la fin immédiate de cette mesure qui affecte non seulement le peuple cubain, mais aussi le peuple américain, sur lequel pèse l'interdiction de voyager librement à Cuba.

188 pays se sont prononcés en 2013 contre le blocus, dont le caractère extra territorial affecte aussi des tiers, qui sont l'objet de menaces ou d'amendes millionnaires pour faire des affaires avec Cuba.

Les États-Unis cependant, persistent sur leur politique qui, même à l'intérieur de leur territoire, a été reconnue comme démodée et inefficace et dont la fin est réclamée avec davantage de force dans divers pays du monde et y compris au sein de la société étasunienne.